

Coopération agricole et préoccupation tiers-mondiste : un exemple significatif en Bretagne

Eugène CALVEZ
UMR 6590/Gregum – Le Mans
CRBC/UBO - Brest

Résumé

Fondée en 1931, la coopérative laitière de Ploudaniel (France) représente la doyenne de Bretagne, dans son domaine d'activité. Lassés de passer sous les Fourches caudines de négociants nord-finistériens, François-Louis Blons et 26 agriculteurs du canton de Lesneven décident de cette création, dans une certaine incrédulité. A partir de l'Après-Seconde Guerre mondiale, la collecte progresse considérablement : de 11,5 millions de litres en 1960, elle atteint 330 millions en 1984 ; à l'époque, à l'instar de nombreux industriels laitiers bretons développant des fabrications de beurre et de poudre, les fabrications de la coopérative sont plutôt basiques. Face à l'instauration de quotas (1984), cette coopérative (ayant entre-temps adopté la dénomination Even) trouve un nouveau dynamisme en diversifiant ses activités industrielles (emmental, home-service, diététique hospitalière, etc.).

En 1979, une Commission «Tiers-Monde» est mise en place au sein du Groupe Even. Chaque année, 1% des intérêts du capital social, détenu par les adhérents, est affecté à des aides en direction du Tiers-Monde. En 25 ans de fonctionnement, cette initiative coopérative a disposé d'une somme de près de 1,5 million d'euros. Au lieu de transiter par des ONG françaises, à partir de 1983, le financement est adressé directement à des meneurs de projet, implantés dans les pays en voie de développement ; ces derniers viennent parfois rendre compte des résultats obtenus, devant le conseil d'administration de la coopérative.

Nous ne pouvons évoquer ici l'ensemble des actions menées en Asie, en Afrique et plus ponctuellement en Amérique latine : dans cette communication, nous ne retiendrons que les plus significatives. Tout d'abord, nous mettrons en lumière deux actions de solidarité internationale menées au Cambodge (aide à des agriculteurs de la région de Battambang – Ouest du pays - pour la mise en valeur de leurs rizières) et aux Philippines (une ferme-pilote mise en place dans l'île de Mindanao). Ensuite, nous mettrons en avant trois actions menées au Cameroun (moulin à mil installé et géré par des femmes), au Sénégal (aide au déplacement d'un village du Sahel) et au Honduras (aide d'urgence à des sinistrés victimes du passage du cyclone « Mitch »). Finalement, dans la grande majorité des cas, il s'agit de développer notamment la production vivrière autochtone. Les cinq actions évoquées constituent un assez bon reflet de la diversité des projets initiés en 25 ans.

Mots-clés : Coopération agricole, agroalimentaire laitier, aide au Tiers-Monde, micro-projets, Asie, Afrique.

Introduction

Créée précocement, la Coopérative laitière de Ploudaniel a vu croître très nettement sa collecte jusqu'en 1984. Suite à l'instauration de quotas, elle a changé de politique, en diversifiant ses fabrications et ses partenariats. Dans le même temps, en s'appuyant sur une Commission «Tiers-Monde», elle a initié de multiples projets à destination de ces espaces défavorisés, débouchant sur des micro-réalisations pertinentes.

1 – D’une coopérative laitière à un groupe coopératif à multiples activités

11 – Des débuts difficiles et une collecte croissante

Fondée en 1931, la coopérative laitière de Ploudaniel représente la doyenne de Bretagne, dans son domaine d’activité. Confrontés à des problèmes récurrents d’écoulement de leur beurre fermier et lassés de passer sous les Fourches caudines de négociants nord-finistériens, François-Louis Blons et quelques proches décident de cette création dans une certaine incrédulité. En effet, au moins jusqu’en 1945, la confusion est grande dans l’esprit paysan entre syndicat et coopérative (Canévet, 1992). L’idée coopérative renfermait une connotation négative car assimilée à celle de syndicat. D’ailleurs, dans l’entre-deux-guerres, cette image défavorable a pu être véhiculée, entre autre, par le cinéma français ; en janvier 1936, sort un film de Jean Renoir intitulé «*Le crime de Mr Lange*». Nous y retrouvons Jules Berri alias Batala, en curé cynique : il s’en prend aux coopératives ; «*les coopératives... mais qu’est-ce que c’est cela ? Les coopératives : c’est dérisoire, mon vieux. C’est de la foutaise. C’est de la pagaille. Tout le monde dirige...*».

Toutefois, à partir de l’Après-Guerre, le litrage commercialisé et la collecte de cette entreprise laitière progressent considérablement ; dès 1950, deux camions de cette coopérative livrent sur Brest près de 4 000 litres de lait par jour ; d’autre part, de 11, 5 millions de litres en 1960, la collecte de ce groupe coopératif (dénommé maintenant Groupe Even) s’élève à 108 millions en 1971, pour atteindre 330,4 millions en 1984. Suite à l’instauration de quotas, la collecte régresse (283 millions en 1999). Toutefois, l’adjonction de nouveaux espaces de collecte, en particulier en Côtes-d’Armor, fait progresser la collecte à 338, 2 millions en 2001. Depuis, liée au recul lent mais continu du nombre d’adhérents (1 254 en 2004 contre 1 433 en 2000), la collecte régresse également très légèrement (331,6 millions de litres en 2004). Très supérieure à la moyenne française, la livraison moyenne par exploitation de la coopérative de Ploudaniel s’établit à 264 500 litres de lait en 2004 contre 109 807 litres en 1983.

12 – Une longue marche vers des productions à forte valeur ajoutée

A partir de la fin des années 1970, face à une production laitière croissante et à des excédents considérables, la CEE se décide à agir.

Face à l’inefficacité des premières mesures incitatives (primes de non-commercialisation et de reconversion lait-viande prises en juillet 1977 et taxe de co-responsabilité adoptée en septembre 1977), Bruxelles change son fusil d’épaule. En 1984, malgré l’adoption de ces quelques mesures restrictives, la production laitière communautaire atteint un maximum historique de 103,5 millions de tonnes pour une consommation intérieure estimée à 86 millions. L’exportation n’absorbant qu’une faible partie de ces surplus, la CEE consacre jusqu’au tiers de ses moyens financiers afin d’assurer, uniquement, le stockage de ses excédents. De fait, la CEE prend des mesures coercitives.

En 1984, face à l’instauration de quotas muselant le développement de leur collecte, des sociétés laitières bretonnes ont prestement, voire précocement réagi ; elles ont multiplié les activités de diversification représentant le seul moyen de soutenir leur expansion.

Longtemps spécialisées dans l’élaboration de produits basiques (poudre de lait, beurre), les sociétés laitières bretonnes en tiraient peu de bénéfices. Une nouvelle gamme de fabrication dans la filière-lait mais, de plus en plus, en dehors de celle-ci, se met en place et

permet d'obtenir une plus forte valeur ajoutée. En Finistère et notamment dans la partie septentrionale du département, cette stratégie atteint un degré d'excellence peu commun, en structure privée (crèmes glacées chez Rolland SA à Plouédern, jus de fruit à la SILL à Plouvien, etc.) et plus encore en structure coopérative.

En 2005, parmi les entreprises qui collectent du lait en Bretagne, les coopératives représentent un tiers du litrage. En revanche, en Finistère, elles représentent environ la moitié tandis que dans la partie septentrionale, elles collectent les deux tiers des volumes. Dans ce dernier secteur, collectant environ 55% des litrages, Even s'est investie souvent en partenariat, dans une diversification ciblée de ses activités.

13 – Une politique de partenariat en structure coopérative et une stratégie commerciale efficace

Entamée dès 1977, la production d'emmental se développe rapidement, notamment après la création d'un outil performant (Fromagerie de l'Iroise) à Ploudaniel. Il est financé à 50% par le groupe léonard tandis que Coopagri-Bretagne (Landerneau) et la CANA d'Ancenis se partagent à égalité, le capital restant.

Par atavisme coopératif, cet accord de partenariat s'est imposé de lui-même ; très opportunément, ils ont compris que pour peser davantage face aux trois leaders français (Entremont, Lactalis et Unicopa), il était impérieux de s'associer pour conserver leur positionnement national et, ce faisant, mieux contrer la grande distribution dans sa volonté constante de rogner leur marge bénéficiaire. En 2000, la Fromagerie de l'Iroise a produit 16 000 tonnes mais a dépassé les 25 000 tonnes en 2005. Avec ce type de fromage, longtemps symbole de l'économie montagnarde, la Bretagne a produit en 2005, environ la moitié des fabrications hexagonales.

Parallèlement à la valorisation de ses produits de base, Even comme sa voisine Coopagri-Bretagne, parfois en partenariat (coopératif ou avec une structure privée), développent une multitude d'activités de diversification (viande de veau, aviculture, aliments du bétail, semences de pommes de terre, légumes frais et surgelés, plats cuisinés, home-service, traitement des algues, diététique hospitalière, etc.). Concernant cette dernière activité, le 9 mai 1996, Sodiétal (filiale du groupe Even) s'est adossée au groupe international, d'origine suisse, Sandoz. En associant leurs compétences, les deux groupes veulent mieux explorer le marché des aliments santé, appelés aussi «aliments».

Comme Protée, ces coopératives présentent une faculté à s'initier rapidement à de nouveaux métiers. Toutefois, ceci ne les immunise pas contre des échecs ; ainsi, en février 1997, le groupe Even a cessé tout investissement dans l'élevage de saumon de haut de gamme, effectué en mer, au large de Roscoff.

Par ailleurs, pour combattre efficacement une concurrence exacerbée, notamment au plan national, ces sociétés laitières ont engagé une action dans deux directions.

Le groupe Even de même que Coopagri-Bretagne ou Rolland SA veulent améliorer la notoriété de leurs marques respectives : Mamie Nova, Paysan Breton et Flagrant délice. Cela représente un moyen de fidéliser le consommateur et de mieux résister au hard-discount. Cette quête d'une bonne image pour leurs fabrications s'accompagne d'une recherche constante d'une meilleure qualité : les certifications ISO 9002 y sont désormais la norme et les récompenses au Concours Général à l'occasion du Salon annuel de l'agriculture à Paris, ne se comptent plus.

En se tournant vers des créneaux porteurs, les entreprises nord-finistériennes, mais plus globalement bretonnes ont mieux valorisé leurs produits ; ce faisant, elles y ont ajouté davantage de valeur ajoutée ce qui n'est pas sans conséquences sur l'emploi. Entre 1965 et 2005, les effectifs du groupe Even ont nettement progressé, passant de 175 à 3 600 salariés.

Tout en relevant ce défi quantitatif et qualitatif, le groupe Even a porté intérêt au développement rural du Tiers-Monde.

2 – Une préoccupation tiers-mondiste relativement ancienne et de multiples actions de solidarité internationale

21 – Mise en place d'une commission «Tiers-Monde» et modalités concrètes d'action

A l'initiative de François Dubois (directeur-général) et de quelques membres du conseil d'administration, une commission «Tiers-Monde» est mise en place en 1979. Le financement des activités de cette commission est assuré par les adhérents de la coopérative laitière de Ploudaniel.

Chaque année, 1% des intérêts du capital social (mais ce pourcentage a été ramené à 0,5% récemment) est affecté à des aides en direction du Tiers-Monde (Calvez, 1997 et 2002). De fait en 25 ans de fonctionnement, cette initiative léonarde a disposé d'une somme de près de 1,5 millions d'euros pour financer des projets multiples.

Discutée annuellement en assemblées de section et remise aux voix à l'assemblée générale, *«cette aide au développement rural de pays en voie de développement (au travers du financement de micro-projets) n'a jamais été véritablement remise en cause depuis 1979»*, note un vice-président du groupe agro-alimentaire léonard. Cela ne veut pas dire que des réactions d'hostilité n'émergent pas de manière ponctuelle notamment lors des assemblées de section ; *«c'est bien beau de venir en aide, en particulier à des agriculteurs du Tiers-Monde mais, chez nous aussi, des cas de grande détresse existent»*, relève un coopérateur. Pour tenter d'y remédier, cette même commission peut être amenée, après étude approfondie des dossiers, à proposer des aides exceptionnelles à des adhérents.

Depuis 1979, La commission «Tiers-Monde» a affiné ses modalités d'intervention. Jusqu'en 1982, les fonds étaient versés à des instances nationales mais celles-ci n'assuraient, auprès des financeurs, aucun compte-rendu des actions entreprises.

Depuis 1983, la décision a été prise de s'adresser uniquement à des meneurs de projet directement implantés dans les PVD. Alertés, des adhérents ou des administrateurs ont transmis les coordonnées de coopérateurs, de religieux-missionnaires (nombreux en Nord-Finistère), d'associations d'aide au Tiers-Monde, d'organismes autochtones, etc., impliqués dans des projets ciblés en particulier à destination de l'Asie et de l'Afrique.

22 – Des actions de solidarité internationale multiples

Nous ne pouvons évoquer ici l'ensemble des initiatives développées dans le cadre de cette commission «Tiers-Monde». Nous avons choisi de mettre en lumière quelques actions relativement originales.

221 – Cambodge : aide à des agriculteurs de la région de Battambang pour la mise en culture de leurs rizières

Fondée en 1980, l'association française de solidarité-Cambodge (AFS) se donne comme objectif de venir en aide aux Cambodgiens réfugiés en Thaïlande de crainte des exactions perpétrées par des « Khmers rouges ». Une fois, la guerre civile achevée (en 1992), ces réfugiés reviennent dans leur pays qui est véritablement en ruine. Tout est à reconstruire : l'AFS s'attelle à cette tâche depuis plus de dix ans.

Cette association possède une antenne dynamique à Lesneven (Finistère). Elle appuie des projets individuels (prêts, bourses d'étude, fonds d'aide sociale, etc.) et collectifs (constructions d'écoles primaires, centres de formation professionnelle, etc.).

Sollicitée par la branche finistérienne de l'AFS, la coopérative laitière de Ploudaniel finance entièrement le projet de «Banque à vaches» dans la région de Battambang, située dans la partie occidentale du Cambodge.

L'objectif consiste à prêter deux vaches à une famille : disposant d'un attelage, elle peut procéder aux labours. Pour compenser le prêt de ces vaches, la famille devra donner à l'AFS les quatre premiers veaux qui naîtront ; ensuite, les deux vaches deviendront leur propriété. Le remboursement de ces quatre veaux demande en général deux années. Ensuite, l'association les revend pour acheter deux vaches et de nouveau les prêter dans les mêmes conditions à une autre famille.

En 2001, huit familles avaient déjà profité de ce projet qui globalement avait coûté 3 206 euros. Chevilles ouvrières de l'association à Lesneven, Marie-Claude et Jean Lecointre avaient effectué un séjour de deux mois au Cambodge du 15 janvier au 15 mars 2001. Dans leur rapport, ils notaient que cette *«action est vraiment intéressante. Elle permet à une famille qui était incapable de progresser d'avoir le moyen de décoller. Elle correspond tout à fait à l'esprit de l'AFS : aider les plus démunis en les faisant participer. Nous ne voulons pas en faire des assistés permanents»*.

Ce type de projet semble plus profitable aux familles que d'autres expériences de «banques à vaches» menées par d'autres ONG travaillant au Cambodge. Le but de ces dernières organisations consiste à prêter deux vaches le temps que naissent deux veaux. Hélas, ensuite les deux bovins adultes sont repris et un seul veau laissé à la famille : dans ce cas, cette dernière n'a plus de quoi labourer les terres.

222 – Philippines (île de Mindanao) : une ferme pilote mise en place par un religieux (Yves Caroff)

Originaire de Saint-Thégonnec (Finistère), Yves Caroff s'est investi, dans un premier temps, en Malaisie ainsi qu'auprès de pêcheurs du Sri Lanka.

Depuis 1981, Yves Caroff a mené de nombreux programmes de réhabilitation des terres aux Philippines. S'appuyant sur un financement de 68 700 euros octroyé par la coopérative de Ploudaniel sur la période 1990 – 2000, ce missionnaire léonard s'est attaché, depuis 1993, à mettre sur pied une ferme pilote à Bugwak (Sud de Mindanao). L'objectif est simple : transformer neuf hectares de jungle en ferme productive.

A la saison des pluies, l'eau abondante lessive la terre des sept collines pierreuses concernées par le projet. A la saison sèche, la végétation sauvage repousse sur les terres

ravinées et appauvries. Devant ce paysage dominé par les éléments naturels et où la famine est récurrente, douze fermiers acceptent d'épauler Yves Caroff.

D'abord des haies de légumineuses sont positionnées pour retenir la terre. L'objectif consiste à cultiver en respectant les courbes de niveau afin de limiter l'érosion des sols. En période de sécheresse, les feuilles et les branchages de ces mêmes haies permettent de pailler les plantations, afin de conserver l'humidité du sol et de préserver les graines. Un programme de reforestation est également lancé pour protéger la terre de l'érosion fluviale, créer des zones d'ombre et, à la chute des feuilles, produire de l'engrais organique. En cinq ans, plus de 3 000 arbres d'espèces variées ont été plantés.

Ces travaux d'aménagement ont débouché sur la récolte régulière de nombreuses variétés de légumes et de fruits. De manière concomitante, les tenants du projet ont souhaité disposer d'eau toute l'année.

A Bugwak (« source jaillissante » en langue Llongo), l'eau ne manque pas mais il faut la maîtriser pour pouvoir l'utiliser. Un grand réservoir a été rapidement créé pour la conserver et 1 000 mètres carrés de bassins ont été transformés en pisciculture. La récupération en Bretagne d'anciens béliers hydrauliques (pompes) et de tuyaux (le tout transporté par le porte-hélicoptères «Jeanne D'Arc») ont permis d'acheminer l'eau des sources jusqu'au haut des collines voire jusqu'aux villages voisins. De fait, même en saison sèche, l'irrigation des plantations est maintenue et les récoltes assurées.

Sans conseil et sans aucune notion moderne d'agronomie, les agriculteurs de la région ne pouvaient que perpétuer des méthodes traditionnelles telle que la monoculture qui épuise les sols ou l'agriculture sur brûlis. Agronome hors-pair et travailleur infatigable (il teste sans cesse de nouvelles plantes pour ne retenir que celles qui sont le plus adaptées à la région), Yves Caroff fait progresser les fermiers de Bugwak par ses conseils et ses recherches.

Jour après jour, les agriculteurs associés au projet de cette ferme-pilote transforment le paysage et par conséquent améliorent leur existence. Maïs, riz, arachides, sorgho, café, noix de coco, mangues, agrumes alimentent les familles. L'élevage de porcs, chèvres et moutons apporte viande et lait. Récemment, l'introduction d'abeilles a augmenté la productivité par la pollinisation des arbres fruitiers.

Petit à petit, cette ferme inspire les populations avoisinantes qui, à leur tour, reboisent, plantent et cultivent selon les mêmes méthodes. Le succès de cette réalisation est tel que, mensuellement, 100 à 150 visiteurs se rendent à Bugwak : fermiers de l'île, enseignants, ingénieurs agronomes, membres du gouvernement, etc.

Désormais, Yves Caroff estime le moment venu d'assurer la distribution commerciale au sein de l'île de Mindanao du produit excédentaire des récoltes et de l'élevage. Dans ce sens, le missionnaire recherche les moyens de traiter et d'élaborer les produits frais sur place et de les mettre en conserve afin de les acheminer ensuite vers les zones de vente. Intéressées par ce projet, les autorités régionales ont pris en charge la construction d'une route qui remplace la mauvaise piste (impraticable en saison des pluies) et relie Bugwak à la grande ville voisine. A moyen terme, Yves Caroff souhaiterait que cette ferme expérimentale soit prise en charge par l'Etat philippin et serve à la formation des cadres agricoles nationaux.

223 – Cameroun : un moulin à mil installé et géré par des femmes

Appartenant à l'ordre des Filles du Saint-Esprit, des religieuses bretonnes ont en charge la paroisse de Saint-Pierre et Paul de Koza (district de Mutskar), située dans une province de l'extrême nord du Cameroun. Le rayon d'action de cette paroisse s'étend sur 525 km² (constitués de massifs rocheux cultivés en terrasse et d'une petite plaine), peuplés par 70 000 habitants appartenant à l'ethnie mafa.

L'action de ces religieuses consiste en particulier à contribuer à émanciper un tant soit peu les femmes de cette ethnie.

Ces religieuses souhaitent que ces femmes prennent conscience qu'elles sont capables non seulement d'assurer la cuisine quotidienne (tâche traditionnelle) mais également de jouer un certain rôle dans leur ethnie.

En effet, ces jeunes filles semblent représenter la population la plus défavorisée de l'ethnie mafa. Seulement 5% ont suivi une année d'alphabétisation. A peine 10% d'entre elles ont fréquenté l'école primaire ; 5% ont pu atteindre le niveau de la première année du lycée. La majorité n'a jamais quitté la famille où elles s'occupent de leurs petits frères et du ménage. Mariées très jeunes (14 ans), elles se retrouvent rapidement mères de famille. Quant aux maris, ne trouvant sur place aucune source de revenu, ils sont dans l'obligation, pour subvenir aux besoins de leur famille, de partir quelques mois en ville à la recherche d'un emploi. De fait, se retrouvant seules, leurs jeunes femmes présentent quelques difficultés à assumer les responsabilités qui leur incombent.

Quant aux femmes de la région montagneuse, elles apparaissent nettement plus défavorisées. Non seulement elles doivent assurer le travail ingrat que représente l'approvisionnement régulier en eau potable mais elles doivent également assurer un certain nombre de tâches quotidiennes dont la «corvée de mil». Aliment de base, le mil est écrasé à la main sur des pierres, par les femmes exclusivement.

Durant l'absence de leurs époux, les femmes, soumises à de multiples tâches dont l'éducation des nombreux enfants, sont souvent épuisées. De fait, elles présentent peu d'appétence pour assurer leur formation personnelle. Pour alléger le poids que représentent certaines tâches quotidiennes, les religieuses ont souhaité les doter d'un moulin à mil destiné à écraser le mil.

Dans cette optique, ces religieuses ont commencé à récolter un peu d'argent auprès des femmes elles-mêmes. Mais cela ne suffit pas. Sollicitée, le 18 novembre 1999, pour un montant de 2 870 euros, la commission «Tiers-Monde» de la coopérative de Ploudaniel a alloué un montant de 2 290 euros à cette opération d'entraide rurale.

Dès la fin 2001, non seulement ce moulin fonctionnait quotidiennement mais des femmes des villages environnants recourent à ce même moulin pour exécuter cette tâche récurrente. Abrité dans une case spécialement aménagée, le moulin à mil est géré par une association dirigée par un collectif de huit femmes.

224 – Sénégal : aide au déplacement d'un village du Sahel

Dans les années 1980, d'autres religieuses bretonnes, missionnaires en Afrique, sollicitent la commission «Tiers-Monde». Il s'agissait d'accompagner une campagne du gouvernement visant à déplacer des populations originaires du Sahel vers des zones irrigables, mais situées à 600 km de leur habitat initial.

Comme l'agriculture devenait impossible dans leur région d'origine, quelques hommes du village se sont déplacés précocement vers les régions qui leur étaient promises. Leur première tâche a consisté à débroussailler quelques parcelles et à construire des cases. Les femmes et les enfants n'ont investi leur nouvel espace que quelques mois plus tard.

«Notre aide a consisté à leur fournir de l'argent afin qu'ils puissent acheter de la nourriture pendant deux années, le temps de récolter les premiers fruits et légumes», note Marie-Jo Kergoat, ancienne présidente de cette même commission «Tiers-Monde» pendant douze années.

Aujourd'hui, le village, doté d'une école, compte plus de 2 000 habitants. Il se gère seul au point que la commission «Tiers-Monde» n'a pratiquement plus de nouvelles...

225 – Honduras : aide d'urgence à des sinistrés victimes du passage du cyclone « Mitch »

A la fin de l'année 1998, le cyclone « Mitch » a ravagé le Honduras. A l'occasion de cette catastrophe naturelle majeure, la commission «Tiers-Monde» a lancé la première démarche de solidarité commune adhérents/salariés du groupe Even. Elle a impliqué dans ce projet de nombreux partenaires : l'objectif consistant à acheminer des briquettes de lait de composition spécifique, produites par Sodiétal.

Client de Sodiétal, le groupe Novartis a autorisé l'utilisation de sa formule et d'emballages à sa marque pour une boisson chocolatée hyper-calorifique. Le groupe Even a financé le lait nécessaire à la fabrication. Le fabricant des étuis, Combibloc, a accepté de fournir gratuitement 170 000 briques. Des salariés de l'atelier lait UHT ont accepté d'offrir l'équivalent d'une journée de travail (soit l'équivalent de 400 repas complets) à ces sinistrés d'Amérique centrale. Ensuite, l'ordre de Malte a acheminé et distribué sur place ces 170 000 briques.

Conclusion

Les cinq actions que nous avons présentées succinctement constituent un assez bon reflet de la diversité des projets initiés depuis plus de 25 ans.

Les actions multiples, financées par la commission «Tiers-Monde» de la coopérative laitière de Ploudaniel, ont présenté une même caractéristique : *«nous avons toujours fait le choix de porter de petits projets initiés, par exemple, par des coopérants, des missionnaires ou des religieuses originaires du Finistère. De ce fait, nous savions exactement où et à quoi étaient affectés les moyens financiers que nous leur avons attribués»*, remarque un vice-président du groupe Even.

En définitive, depuis 1983, la grande majorité des actions retenues représente des micro-projets menés par des agriculteurs autochtones : il s'agit de développer notamment la production vivrière (Bonnardel, 1997).

Un dernier point commun de l'ensemble des cas évoqués dans cet article comme de la plupart des initiatives soutenues par la Commission «Tiers-Monde» de la Coopérative de Ploudaniel peut être mis en avant ; *«nous recherchons des partenaires qui travaillent sur des projets agricoles et plus précisément sur ceux dont le but est d'organiser les hommes, comme dans le modèle coopératif»*, relève André Guguen, l'actuel président de cette commission.

En plus de vingt-cinq années de fonctionnement, la commission «Tiers-Monde» de la coopérative de Ploudaniel a accompagné des dizaines de projets d'ambition certes limitée mais efficaces car relayés sur le terrain par des acteurs d'une réelle compétence. Ces actions d'aide au développement rural ont essentiellement concerné l'Asie, l'Afrique et plus ponctuellement l'Amérique latine.

Faisant preuve d'une certaine réserve, il est remarquable de constater que le groupe agro-alimentaire Even communique rarement sur ces actions de solidarité menées en faveur du Tiers-Monde.

Au-delà de cet exemple breton, nous pouvons également évoquer l'exemple de trois coopératives de Basse-Normandie (Agrial, Elle-et-Vire et Isigny Sainte-Mère) qui ont initié une action d'aide en faveur de paysans kosovars. Sollicités par l'Association «*Agriculteurs français et développement international (AFDI)*», ces trois groupes agro-alimentaires dirigent leur action vers le Kosovo. L'objectif est simple : aider ce pays à devenir autosuffisant en matière de production laitière et favoriser la mise en place d'organisations paysannes agricoles.

Bibliographie

- BONNARDEL X., 1997, Les paysans finistériens aident l'Afrique. *Ouest-France*, 9 mai.
- CALVEZ E., 1997, *Coopératives et industriels laitiers du Nord-Finistère : évolutions agricoles, diversifications industrielles et emploi local*. Thèse de doctorat (nouveau régime), Département de Géographie, Université de Nantes, 468 p.
- CALVEZ E., 2002, Coopération agricole, dynamisme industriel et préoccupation tiers-mondiste : un exemple en Finistère. *Cahiers Nantais* (hommage au Professeur J. P. Peyon), n° 58, pp. 23 – 29.
- CALVEZ E. , 2006, *L'économie laitière, en France et dans le Monde : approche géographique*. Rennes, PUR, 188 p.
- CANEVET C. , 1992, *Le modèle agricole breton*. Rennes, PUR, 397 p.
- Revue « Coop de France », n° 281, 6 juin 2005.